

**SÉANCE 8**
26 février 2021

- 15:00 - 16:45 Lilongwe
- 16:00 - 17:45 Addis Ababa
- 14:00 - 15:45 Paris
- 08:00 - 09:45 New York

SÉANCE 8**Renforcer la résilience climatique et accélérer la transition énergétique dans les PMA africains**

L'urgence climatique à laquelle le monde est actuellement confronté frappe plus durement les PMA. Les PMA ont été reconnus comme un groupe particulièrement vulnérable aux effets négatifs de la crise climatique, alors qu'ils ont le moins contribué à sa création. Cela se reflète dans l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai et l'Agenda 2030. Pourtant, cette reconnaissance ne s'accompagne pas d'un niveau adéquat d'aide financière, de transfert de technologies et de soutien au renforcement des capacités pour renforcer la résilience et la durabilité.

Les PMA africains sont fréquemment victimes de catastrophes naturelles, notamment de cyclones, d'ouragans, de glissements de terrain, d'inondations, de tremblements de terre et de sécheresse. Ces catastrophes ont des effets dévastateurs sur les vies et les moyens de subsistance et exacerbent souvent les schémas de discrimination qui existaient auparavant et qui rendent les femmes plus vulnérables. Les catastrophes naturelles contribuent souvent à l'augmentation de la dette publique en raison des interventions d'urgence et des pertes de revenus, et détournent également les fonds des investissements destinés aux objectifs et cibles des SDG et de l'IPoA. Entre autres facteurs, le fardeau supplémentaire du faible RNB par habitant limite leur capacité à réagir et à renforcer leur résilience.

Le rapport d'évaluation globale de 2019 sur la réduction des risques de catastrophe a révélé que les habitants des PMA ont, en moyenne, six fois plus de risques d'être blessés, de perdre leur maison, d'être déplacés ou évacués, ou d'avoir besoin d'une aide d'urgence, que ceux des pays à revenu élevé. Les dommages et les pertes causés par les catastrophes liées au climat ont augmenté en gravité au fil du temps, y compris dans les PMA africains. Par exemple, en 2019, Idai a été l'un des plus forts cyclones connus à avoir touché la côte est de l'Afrique, ce qui a eu un impact dévastateur sur le Mozambique ainsi que sur le Malawi. Le cyclone Kenneth a frappé le Mozambique 6 semaines plus tard, amplifiant les ravages. La plupart des PMA africains sont également touchés par des sécheresses récurrentes, affectant la production d'électricité à partir de l'hydroélectricité.

Il est essentiel de mettre l'accent à long terme sur le renforcement de la résilience pour permettre aux PMA d'atteindre les SDG. Il est essentiel que les stratégies de réduction des risques de catastrophe soient pleinement conformes au cadre de Sendai afin de passer d'une gestion réactive des crises à des approches proactives qui réduisent les risques, renforcent la résilience et préviennent les crises. À ce jour, seuls 5 PMA ont déclaré que leurs stratégies de réduction des risques de catastrophes sont au moins à 70 % conformes au cadre de Sendai. Les efforts déployés à cet égard vont des systèmes d'alerte précoce fondés sur des données complètes et actualisées, au renforcement des capacités de planification grâce à des institutions et des compétences adéquates, en passant par des infrastructures -



résistantes au climat. Des régimes d'assurance allant du niveau national, comme l'Africa Risk Capacity, aux PME et aux ménages, comme l'assurance contre les intempéries pour les agriculteurs, ont également été mis en place ces dernières années.

Lors du sommet sur l'action climatique du secrétaire général des Nations unies en septembre 2019, les PMA ont été les premiers à réclamer une action climatique mondiale plus ambitieuse. Le Sommet a fait des annonces reconnaissant que si les PMA sont particulièrement touchés par le changement climatique, ils sont toutefois prêts à s'engager dans une action climatique plus ambitieuse. Lors du sommet, les PMA se sont engagés à ne plus émettre de gaz à effet de serre d'ici 2050, dans la limite des ressources disponibles, ainsi qu'à mettre en place des voies de développement résistantes au climat et à garantir un accès total à une énergie renouvelable suffisante et abordable pour tous d'ici 2030. Les deux annonces spécifiques aux PMA faites lors du sommet - LDC-Vision 2050 et l'Initiative des PMA pour une adaptation et une résilience efficaces (LIFE-AR), et la Coalition pour l'accès à l'énergie durable. LIFE-AR rassemble les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les universités et les communautés qui se concentrent sur la planification intégrée de l'adaptation, de l'atténuation et de la résilience aux niveaux national et local.

L'énergie durable a le potentiel de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de combler les énormes lacunes en matière d'accès à l'énergie dans les PMA. L'accès à l'électricité dans les PMA africains, y compris Haïti, est passé de 22 % en 2011 à 36 % en 2018. En termes absolus, plus de 436 millions de personnes n'avaient pas accès à l'électricité en 2018, ce qui démontre l'urgence d'accélérer la transition énergétique

La pandémie COVID-19 a mis en évidence l'importance de systèmes énergétiques fiables, abordables et durables, qu'il s'agisse d'alimenter les services de santé ou de permettre l'utilisation des technologies de communication et d'information, la distanciation sociale et la résilience des communautés. Avec la baisse du coût des énergies renouvelables, les PMA ont une immense opportunité de passer directement aux technologies renouvelables. Les investissements dans l'énergie ont un effet multiplicateur important sur le PIB - on estime que pour chaque dollar américain investi dans la transition vers les énergies renouvelables, on prévoit une croissance supplémentaire du PIB de 0,93 USD par rapport au statu quo.

Malgré l'immense potentiel du secteur de l'énergie dans les PMA, ces pays bénéficient rarement de programmes de financement plus conséquents au même titre que des pays en développement plus prospères. Par exemple, les flux financiers publics vers les pays en développement en faveur des énergies propres et renouvelables ont atteint un total de 21,4 milliards de dollars US en 2017, dont 12 % seulement ont atteint les pays les moins avancés en 2017.

C'est également une opportunité pour les gouvernements d'établir ou d'ajuster à la hausse leurs objectifs en matière d'énergies renouvelables afin de tenir compte de l'acquisition supplémentaire de nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables. Bien qu'il y ait eu une certaine augmentation, le financement climatique reçu par les PMA est loin de correspondre aux besoins estimés. Le montant total du financement de la lutte contre le changement climatique nécessaire pour financer à la fois les mesures de mitigation et d'adaptation après 2020 dans les PMA a été estimé à 93 milliards de dollars par an, sur la base des contributions nationales déterminées (INDC) prévues, soumises par 44 PMA dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21) de 2015. Les fonds dédiés à la lutte contre la crise climatique par les PMA, par exemple le Fonds pour les PMA établi par la CCNUCC, ont des ressources limitées et les PMA font face à des contraintes de capacité pour accéder à d'autres fonds comme le Fonds d'adaptation et le Fonds vert pour le climat. Les plans nationaux d'adaptation sont des outils essentiels pour aider les PMA à renforcer leur résilience face à l'accélération des effets néfastes du changement climatique. À ce jour, l'ampleur et le rythme du financement et du soutien aux PMA n'ont pas atteint les montants requis. Il n'existe pas non plus d'outils - tels que des indicateurs d'adaptation - permettant de mesurer les progrès réalisés en matière d'adaptation et de renforcement de la résilience.



Étant donné que le déficit de financement nécessaire pour fournir de l'énergie aux PMA est considérable, les partenaires de développement, les IFI et le secteur privé devraient augmenter les fonds alloués à l'énergie durable dans les PMA. Une plus grande coopération internationale visant à créer des environnements favorables, le renforcement des capacités et l'assistance technique dans la préparation de projets rentables sont également nécessaires pour accélérer la transition énergétique dans les PMA.

Questions d'orientation:

- **Comment améliorer la résilience des PMA face au changement climatique et aux catastrophes naturelles ?**
- **Quel rôle les systèmes d'assurance et de protection sociale peuvent-ils jouer dans la gestion des catastrophes ?**
- **Quel type de soutien est nécessaire aux PMA pour renforcer leur résilience (adaptation) et leur réduction des émissions (mitigation) ? Comment les nouvelles technologies peuvent-elles soutenir ces efforts ?**
- **Une capacité de production d'électricité supplémentaire est nécessaire pour accroître l'accès à l'énergie dans les PMA africains. Comment peut-on s'assurer que cette capacité supplémentaire utilisera principalement des énergies renouvelables ?**
- **Quels sont les principaux défis techniques, financiers et sociaux à relever pour développer des systèmes énergétiques durables dans les zones encore mal desservies des PMA africains ?**

